

L'attachement des communautés culturelles aux médias

L'identité à l'ère des médias transnationaux

Colloque proposé par le Centre d'études sur les médias

en coopération avec

Le Groupe d'observation sur les usages et cultures médiatiques de l'UQUÀM

Le cas des communautés haïtienne, italienne et maghrébine de la région de Montréal

Première séance : Les nouvelles technologies : creuset de nouvelles appartenances ?

Rachida Azdouz, vice-doyenne à la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal

Je comprends la question comme ceci : est-ce que les nouvelles technologies ont un impact sur le rapport à l'identité, plus particulièrement chez les personnes issues de l'immigration, et sur la façon dont se conjuguent les identités multiples ?

Je dirais oui pour deux raisons. La première, c'est qu'aujourd'hui, avec les nouvelles technologies, on peut interroger, visiter ou exprimer ses différentes identités sans intermédiaire. La deuxième raison, c'est qu'on peut le faire au gré de nos intérêts et de nos besoins individuels, et non pas sous l'effet d'impératifs communautaires ou de besoins collectifs. Je m'explique.

Sans intermédiaire, disais-je, parce qu'il fut un temps où chez les personnes immigrantes – je pense surtout aux plus jeunes, aux immigrants de deuxième génération – le rapport à l'identité d'origine était déterminé par le rapport que les parents entretenaient avec elle. Le premier rapport qu'on avait avec son identité d'origine était influencé par le discours parental sur le pays d'origine. Selon que ce discours était marqué par la nostalgie et par une idéalisation du fait de la nostalgie, ou qu'il était conflictuel et marqué par le contentieux, le jeune adoptait la même attitude ou s'y opposait. Aujourd'hui, il peut aller interroger directement ses identités sans passer par le papa ou la maman ni par le voyage initiatique qu'il faisait à l'âge de 20 ans ou par les visites estivales dans le pays d'origine pour découvrir, conforter ou confronter le discours parental sur ce pays .

Sans intermédiaire aussi pour les moins jeunes, qui souvent étaient tributaires des télévisions ou des radios communautaires et des médias ethniques, qui étaient en général contrôlés par les consulats et les ambassades du pays d'origine. Donc, là encore, un intermédiaire très, très « bienveillant » contrôlait le rapport avec le pays d'origine. Sans intermédiaire enfin pour les personnes âgées – le grand-papa, la grand-maman – qui se retrouvaient ici en milieu familial, ne parlaient pas la langue et étaient donc complètement tributaires de la médiation des enfants pour comprendre le monde qui les entourait. Aujourd'hui, la grand-maman srilankaise, qui ne parle ni le français ni l'anglais et qui a été rapatriée grâce à la politique de regroupement familial, peut très bien suivre ses informations avec son antenne parabolique et n'est plus dépendante de ses enfants pour lui expliquer ou lui décoder le monde qui l'entoure.

Donc, ça a changé le rapport à l'identité d'origine et ça a changé aussi le rapport à la société d'accueil.

La deuxième raison est qu'aujourd'hui, les individus choisissent de visiter, d'interroger le pays d'origine ou d'autres pays ou les médias locaux au gré de leurs besoins, de leurs intérêts, de leurs désirs, indépendamment des impératifs collectifs ou communautaires. Il y a plusieurs cas de figure.

Il y a le nostalgique qui fréquente les médias ethniques, radio, télé ou sites web pour retrouver des souvenirs de son enfance (musique, anciens amis), qui entretient donc un rapport affectif avec la chose. Tous connaissent Les copains d'abord, cette fameuse communauté virtuelle d'anciens des lycées français de Rabat, Ouagadougou ou ailleurs. C'est une communauté virtuelle, c'est le creuset d'une appartenance.

Il y a aussi des fréquentations conjoncturelles. Un tremblement de terre, des élections ou un match de football vont augmenter d'un cran le taux de fréquentation des médias.

Il y a les esprits critiques, qui veulent diversifier les sources d'information. Je pense notamment à la fréquentation d'Al-Jazeera par les membres de la communauté maghrébine et arabe, qui recherchent une autre perspective sur l'actualité internationale.

Il y a le curieux, qu'il soit membre d'un groupe ethnique ou pas. Tous ces jeunes qui se définissent comme citoyens du monde et qui utilisent les espaces virtuels comme autant de pistes pour explorer, décoder et découvrir le monde en dehors du carcan étroit des médias nationaux.

Il y a le citoyen ordinaire en manque d'espace de délibération ou qui ne se reconnaît pas dans les lieux traditionnels comme les arcanes de la politique partisane et qui utilise abondamment les blogues et autres sites de délibération.

Donc, voilà autant de façons de choisir au gré de ses fantaisies, de ses intérêts et de ses besoins.

Est-ce à dire que la double identité ou l'identité multiple assumée ou que les nouvelles technologies permettent l'émergence d'une nouvelle communauté ? Ça reviendrait à dire que le multiculturalisme permet l'émergence d'une identité. L'expression des différences ou l'expression des différentes identités au moyen des nouvelles technologies ne suffit pas. Une identité intégrée suppose une articulation des appartenances. Autrement, nous sommes dans la fragmentation identitaire, nous devenons des visiteurs occasionnels et ponctuels sans habiter véritablement notre identité

L'étude démontre que la double identité intégrée se vit bien, mais il faut quand même un travail de négociation, de médiation pour articuler ces identités et cela, ça s'apprend. C'est pourquoi une véritable éducation critique aux médias est utile parce qu'elle transforme le consommateur, le voyageur ou le surfeur en véritable utilisateur avisé et critique d'un espace où tout et n'importe quoi sont possibles.

Bien entendu, les nouvelles technologies sont un lieu d'expression de nouvelles appartenances et un lieu d'articulation de ces appartenances, mais elles sont aussi un lieu de construction identitaire. Cela suppose un travail de transformation et ça, c'est du long terme.

En conclusion, je dirais que bien que l'étude soit très optimiste sur l'articulation des identités, il reste que toute la littérature sur les stratégies identitaires s'entend pour dire qu'en matière de double identité ou d'identité multiple ou de conjugaison des identités, rien n'est jamais acquis. Plus la menace identitaire est grande, plus la tentation du repli est grande. Et dans le contexte actuel, la menace est importante, aussi bien du côté des accueillants que des accueillis. Il suffit d'une déclaration malheureuse sur Haïti ou sur l'Égypte ou Moyen-Orient et cette double identité très bien intégrée peut basculer dans le conflit de loyauté, voire la fragmentation identitaire.

Jacques Beauchemin, directeur du Département de sociologie à la Faculté des sciences humaines de l'UQUÀM

Ce que l'étude démontre assez clairement, c'est le processus d'hybridation. Ce qu'on constate chez les communautés sondées, c'est un attachement assez fort aux médias du pays d'origine, aux médias ethniques et, en même temps, aux médias francophones et anglophones du pays d'accueil.

On peut se réjouir de cette rencontre apparemment fructueuse, riche et pleine, mais en même temps, cette rencontre soulève un certain nombre de questions. Ce sont des questions qui peuvent nous inspirer un certain optimisme, mais qui peuvent aussi nous inquiéter dans la mesure où une société est formée de la rencontre d'une citoyenneté et d'une culture.

Il y a deux questions auxquelles on peut répondre d'entrée de jeu. Ce que l'étude révèle pose quelle question du point de vue de la citoyenneté? Est-ce que ce double attachement aux médias compromet l'action citoyenne dans la société d'accueil. Est-ce que, par exemple, on a affaire à des citoyens écartelés entre diverses loyautés, ce qui compromettrait leur participation citoyenne dans l'espace politique québécois? La réponse à cette question est sans doute non. Il est tout à fait possible de communier à plusieurs sources, à plusieurs références identitaires tout en continuant de se définir comme un citoyen actif, engagé et impliqué dans la cité. La deuxième question, c'est: est-ce que ce double attachement a des incidences sur la participation à la culture québécoise? Et là, je dirais qu'il a des incidences qui ne sont pas nécessairement ni intégralement positives. Pourquoi?

On peut se demander si ces identités à la carte que l'étude nous laisse entrevoir n'opèrent pas un partage du monde. D'un côté, on va communier aux médias du pays d'origine du point de vue de l'affect, de l'identité profonde, de ce qui nous définit plus fondamentalement peut-être comme personne, alors que de l'autre côté, l'attachement aux médias locaux n'est peut-être qu'instrumental. Peut-être fréquente-t-on les médias francophones et anglophones dans l'espace québécois et canadien parce que c'est le monde dans lequel on vit et qu'il faut bien s'informer pour pouvoir participer à la cité.

N'y a-t-il pas là un partage du monde entre affect et intellect, entre pathos et démos, si vous voulez? Le citoyen que je suis est dans la cité, mais la personne que je suis est fondamentalement attachée à une autre référence culturelle. Si cette hypothèse avait quelque fondement, je pense qu'il y aurait lieu de s'inquiéter, c'est-à-dire que la bonne nouvelle aurait un autre versant, une mauvaise nouvelle. Ce double attachement peut signifier une relative

indifférence à la culture nationale du pays d'accueil dans la mesure où l'essentiel serait vécu ou ressenti ailleurs.

On peut dire autrement que ce qu'on désigne sous la belle expression d'identité métissée ou d'identité hybride ne suppose pas que ces multiples références identitaires se conjuguent ou s'additionnent. On peut penser qu'elles s'agglutinent, qu'elles ne s'articulent pas véritablement et que nous sommes en face d'individus qui seront de plus en plus clivés sur le plan identitaire. La multiplication des foyers de référence identitaire peut être interprétée comme une espèce de triomphe de la diversité et l'étiollement des lieux de rassemblement naturels d'une communauté au sein de la culture. Toutes les sociétés humaines ont trouvé dans une culture partagée le lieu de rassemblement de leurs différences et des identités multiples.

Ne sommes-nous pas en train d'assister à la disparition de ce monde qui nous était familier, où la culture était un foyer d'interprétation du monde? À force de multiplier les foyers de référence identitaire, est-ce qu'on n'est pas en train d'assister à la production – ce qui serait une nouveauté dans l'histoire du monde – de sujets qui sont pour ainsi dire coupés d'eux-mêmes, dont la pratique citoyenne serait coupée d'un affect qui, lui, serait fondamentalement relié à une réalité sociale, politique et culturelle autre que celle du pays d'accueil? Auquel cas, on serait peut-être confrontés au problème d'une communauté politique qui, pour la première fois, ne conjuguerait plus citoyenneté et culture, qui verrait ces deux dynamiques évoluer en parallèle.

Un petit exemple peut-être pour illustrer ce que j'essaie de dire. Je pense au séisme en Haïti. On a parlé de la générosité du peuple québécois à l'égard d'Haïti. Et avec raison. En chiffres absolus, le Québec a contribué autant que le reste du Canada. Si les Québécois ont été plus généreux envers Haïti que le reste du Canada, ce n'est pas parce qu'ils sont meilleurs que les autres Canadiens. C'est parce qu'ils vivent plus que le reste des Canadiens avec une communauté haïtienne importante dont ils se sentent solidaires. Il y a justement un affect qui incite les Québécois à se rapprocher des Haïtiens avec qui ils vivent et avec qui ils ont le sentiment de partager la culture québécoise. Vous voyez qu'il y a là une espèce de rencontre assez claire entre un idéal de citoyenneté en vertu duquel on se porte au secours de la personne dans le besoin, un idéal éthico-politique, si vous voulez, et une source très profonde de cette générosité qui est d'un autre ordre, de celui qui consiste à sentir que des personnes dans le besoin appartiennent à notre groupe, appartiennent au nous québécois.

Une communauté, c'est donc la rencontre d'une citoyenneté et d'un affect qui, lui, relève de l'appartenance à une culture partagée. Or, si nos sociétés sont en train de séparer ces deux dynamiques, citoyenne et culturelle, s'il est possible aujourd'hui à un individu d'appartenir à plusieurs mondes en même temps, de déterminer les diverses sources de son identité en puisant ci et là, en agglutinant plutôt qu'en conjuguant des référents identitaires, on peut se demander quel est le lieu de rassemblement de la diversité dans ce type de société.

Ma crainte est la suivante : elle est que nos sociétés n'offrent peut-être plus comme seul horizon commun aux individus que le marché et le droit, une charte de droits, qui nous unit sur le plan des droits fondamentaux. Peut-être que nos sociétés sont en train de voir disparaître cet espace dans lequel elles se sont toujours retrouvées qui s'appelle la culture.

Voilà la question sur laquelle je vous laisserai et qui, moi, m'amène à réfléchir. Qu'est ce qui attend ces sociétés dont le seul horizon ne serait plus que celui du marché et du droit et qui

renonceraient, tout en célébrant l'hybridité identitaire, à un lieu de rassemblement des différences en se disant qu'au fond, nos sociétés sont diverses, éclatées, fragmentées et qu'il faut laisser à chacun le soin de se composer son rapport à lui-même et à son identité?

L'étude est modeste dans sa portée et dans son ambition, mais peut-être nous met-elle sur la piste d'un changement sociétal très important qui serait précisément celui-là : la fin de la culture comme lieu de rassemblement, libérant les individus en les abandonnant à leur choix identitaire et ne leur laissant plus comme espace commun que celui du marché et du droit.

Giovanni Rapana, représentant élu du Canada au Conseil général des Italiens à l'étranger et conseiller d'arrondissement pour le district de Rivière-des-Prairies

Comme vous savez, les médias ont été et restent encore les acteurs incontournables de la diffusion de l'information et de la culture à laquelle ils se rattachent. Chez la population d'origine italienne de Montréal, ils ont joué un rôle fondamental d'intégration sociale, d'identification culturelle et d'affirmation ici au Québec tout en gardant le lien avec le pays d'origine, l'Italie.

Au Québec, les premiers journaux en langue italienne sont apparus vers 1950 et, malgré l'évolution des technologies des médias et de l'information, ils sont restés présents sur le territoire de la communauté. J'aimerais les citer. Les plus importants, bien sûr, sont le *Corriere italiano* et *Cittadino canadese*. *Ensieme* et *Assisi* sont des hebdomadaires. À *Assisi* se rattachent des périodiques, la *Voce*, *Panoramica italiana*, *Ciao*, *El incontro* et *Accenti*. Ils ont fait en sorte que depuis la Seconde Guerre mondiale, la langue italienne est la troisième langue des médias au Québec. C'est donc une présence très importante, qui donne raison à l'étude qui a été faite.

À part les médias écrits, il y a aussi la station de radio CFMB et une station multilingue privée à vocation commerciale. Finalement, en 2005, et c'est là le plus bel exemple d'attachement au pays d'origine, la communauté italienne du Canada, après avoir mené une campagne sans précédent, incluant deux pétitions qui ont recueilli près de 200 000 signatures au Canada, après deux importantes manifestations à Ottawa, a vu l'arrivée de la télévision italienne, *RAI Internazionale*, aujourd'hui *RAI Italia*, directement de l'Italie, sans interruption, mais surtout sans interférence et sans censure.

La télévision, selon les divers sondages, occupe une place privilégiée parmi les médias. Elle est pour environ 300 000 Montréalais se disant d'origine italienne le meilleur contact avec le pays d'origine. Le grand intérêt pour la télévision italienne dans notre communauté reflète bien à la fois son identité collective et son intégration au Québec.

Mais je me pose une question et je vous la pose aussi. Les phénomènes de la mondialisation, des nouvelles migrations et des médias transnationaux nous portent à nous poser des questions non seulement sur l'influence et la portée des nouveaux médias, mais sur l'orientation de cette évolution. Nous conduisent-ils à des diversités ou à une standardisation des diversités ?

La « bataille » de la communauté italienne a ouvert et élargi les horizons culturels canadiens, à notre avis, parce qu'elle a changé l'interprétation de la *Loi sur la radiodiffusion*. Elle a entraîné un assouplissement des règles du CRTC et a permis l'entrée au Canada d'un plus grand nombre de télévisions étrangères. Cela veut dire que de nombreuses communautés culturelles peuvent recevoir la télévision de leur pays d'origine directement, sans passer par le

satellite américain. Je pense que la clientèle qui suit *RAI Italia* aujourd'hui n'est pas seulement une clientèle italienne, mais italophone. Il y a donc beaucoup de Canadiens qui, par attachement à la langue et à la culture italiennes, suivent l'Italie à travers cette fenêtre toujours ouverte.

Jean-Claude Ravet, rédacteur en chef de la revue *Relations*

J'aimerais situer cette réflexion dans un cadre plus large qui englobe certains enjeux sociaux.

Les données de l'enquête montrent que si les membres des communautés haïtienne, italienne et maghrébine sont branchés aux médias de leur pays d'origine, ils regardent cependant tous la télévision d'ici. La proximité avec la communauté d'origine n'est pas un obstacle à la reconnaissance d'une appartenance commune. On avance ici d'emblée la notion d'identité plurielle, d'appartenance transnationale. En quoi consistent et qu'est-ce qu'impliquent cette identité plurielle et cette appartenance transnationale ? D'autre part, les sondages partent d'une hypothèse qu'ils avouent peu réfléchi selon laquelle les médias contribuent à la création d'une appartenance commune. On peut difficilement être en désaccord. Ils peuvent lier comme ils peuvent délier. On l'a vu dans le contexte des accommodements raisonnables où des interventions ou des médiatisations d'événements ont contribué au débat ou au dérapage.

Les médias, qu'ils soient conventionnels ou nouveaux, sont toujours liés à la construction d'une identité. L'espace médiatique public construit l'opinion publique, donc construit en quelque sorte aussi notre identité. Celle-ci est indissociable de la représentation qu'on se donne à soi-même et de la représentation qu'on donne du monde que nous habitons. Il n'y a pas de neutralité ni d'innocence. L'espace médiatique crée des liens sociaux, qu'on le veuille ou non.

Cela dit, quelle est la responsabilité des médias dans tout cela? Il y a dans cette création de liens sociaux une responsabilité qui incombe aux médias. Quel genre de communauté forment-ils? Que se passe-t-il quand ce rôle est distendu par les impératifs économiques, quand il est subordonné au marché, quand l'orientation politique est marginalisée? Ce qui compte alors, ce n'est plus une finalité, mais une dynamique lucrative qui a sa propre fin. Donc, ce rapport aux médias est problématique aussi. Il faut toujours en tenir compte et il faut réfléchir à ce qu'est notre rapport aux médias. Une réflexion critique sur les médias est essentielle, d'autant que les lieux d'exercice de cette analyse sont malheureusement très rares.

Je voudrais revenir sur une autre problématique que soulève le rapport. Il conclut sur une hypothèse très forte à partir du sondage. Le rapport des membres des communautés culturelles à l'identité serait marqué par un attachement envers deux cultures qui s'intégreraient l'une à l'autre sans pour autant que l'identité ne soit divisée. Cette caractéristique est à mettre en lien avec le développement d'appartenances transnationales, qui est typique des migrations qui ont lieu dans notre société mondialisée où des identités hybrides seront de plus en plus courantes, est-il écrit dans le rapport.

Le rapport pose donc la question de l'identité hybride, de l'identité plurielle, des appartenances transnationales. Je ne suis pas sûr que ces termes se recoupent et que la définition qu'on peut donner à chacun d'eux soit la même pour tous.

J'indiquerai quelques balises qui permettent de comprendre à leur juste valeur ces notions qu'avance le rapport. Il faut les situer pour cela dans un horizon qui laisse apparaître l'angle mort de ces notions, qui recoupent précisément ce qu'on appelle la société mondialisée. Souvent, parler de société mondialisée mène nécessairement à parler aussi d'une logique marchande et d'un processus de dépolitisation qui évacue dans la compréhension même de notre rapport au monde le rapport à soi, le rapport à la société, les rapports de pouvoir et aussi un poids de la société, un poids de la culture, le lien constitutif que l'on a avec une culture locale. C'est cela la mondialisation. Or, parler d'hybridité, c'est tenir compte de ce phénomène et être prudent dans ce que l'on évoque. De même qu'il faut sortir d'un certain angélisme par rapport aux médias, il faut sortir d'une certaine innocence par rapport à la mondialisation. Nous sommes en présence de rapports de domination, d'exclusion et d'inégalité. L'hybridité n'est pas neutre. Elle peut servir de mot d'ordre à l'universalisation des intérêts et des traditions particulières de puissances économiquement dominantes.

J'aimerais aussi porter attention à ce vers quoi le sondage nous oriente, qui est la contestation de l'identité en tant que conception monolithique. Elle est fortement contestée. L'identité n'est pas redevable que du passé. Elle est évidemment reçue, mais elle est essentiellement construite. L'individu n'est pas passif. Donc, il s'agit ici de penser l'identité précisément dans cette multiplicité de relations que l'on entretient avec notre entourage. Et notre rapport à l'imaginaire, c'est un rapport au récit que l'on a de notre appartenance à une communauté. Mais l'identité est aussi dans notre rapport avec les autres, avec les cultures qui nous entourent.

Cette identité plurielle est l'identité même, ce n'est pas une nouveauté. On a l'impression que tout à coup, nous sommes devant un phénomène nouveau, mais l'hybridité de l'identité est constitutive de notre vivre, de notre existence humaine. Elle est, disons, davantage visible actuellement, mais elle est toujours présente dans n'importe quelle histoire. Ce qui fait que ces identités multiples constituent une culture commune, c'est précisément le moment politique. Voilà ce qui fait défaut actuellement. C'est le problème de la ghettoïsation de nos rapports identitaires dans la mesure où le politique est l'instance même par laquelle les identités individuelles ou communautaires sont mises en contact l'une avec l'autre dans un projet de construction commune. C'est dans la mise en commun de nos identités dans un projet commun que le danger d'une ghettoïsation ou d'un repli identitaire se trouve écarté ou neutralisé. C'est là qu'est l'émergence d'un monde commun, d'une culture commune. Elle est dans la mise en commun de nos différences en vue de la construction d'une communauté dans laquelle chacun se reconnaît dans sa projection et son désir.

Je pense qu'un des phénomènes qui soulignent l'articulation de l'identité et du politique se retrouve dans les mouvements sociaux, les mouvements altermondialistes, qui instituent un rapport à la multiplicité des cultures, mais aussi prennent conscience de l'enracinement dans le local.

Deuxième séance : Médias ethniques, nationaux et transnationaux : quel avenir ?

Raymond Brassard, directeur de la rédaction, *The Gazette*

Lorsqu'il m'a invité à venir ici, M. Sauvageau m'a demandé de parler un peu du fait que des minorités culturelles au Québec semblent avoir tendance à se tourner vers les médias de langue anglaise.

Je pense d'abord qu'il y a un certain attachement entre minorités et les anglophones sont aussi une minorité au Québec. Nous avons toujours pris parti dans le débat sur l'assimilation et le multiculturalisme. Il y a aussi un motif économique. Durant les années 1970, nous avons perdu près du tiers de notre population et nous avons dû tendre la main à d'autres communautés et essayer de les comprendre et de les représenter pour les encourager à nous fréquenter.

Il y a d'autres facteurs encore. La majorité des immigrants au Québec y sont venus non pas pour être au Québec, mais pour être en Amérique du Nord où la langue anglaise est prédominante et comme journal de langue anglaise, nous sommes bien placés pour en faire l'interprétation. Dans le monde de la télévision, il y a l'énorme influence de la télévision américaine et de la culture américaine chez nous. Il y a enfin le Web ou l'Internet. Il a été lancé par les Américains et quiconque voulait apprivoiser cette nouvelle technologie était forcé d'y accéder en anglais, du moins au début.

Pour l'avenir, qu'est-ce que nous entrevoyons? Comment les médias grand public, qui se concentrent sur les événements locaux, peuvent-ils reconnaître la réalité de ces identités hybrides, contribuer à créer chez les minorités culturelles un sentiment d'appartenance? Il faut d'abord qu'ils soient ouverts aux habitudes culturelles, qu'ils cherchent à comprendre les défis auxquels font face les minorités culturelles, qu'ils cherchent à comprendre leurs difficultés d'intégration. C'est par une communication constante avec elles que nous y arriverons. Il faut nous assurer qu'elles sont représentées dans nos salles de rédaction.

Il y a toujours la possibilité de créer des associations professionnelles ou commerciales par les nouvelles technologies, de créer par exemple à l'intérieur de nos sites Web des microsites qui s'adressent directement à leurs intérêts. Cela, je le vois vraiment comme moyen de les intégrer dans notre vie quotidienne.

Je termine en vous racontant une petite expérience personnelle. Je suis né et j'ai grandi dans une famille franco-américaine de la région de Boston. C'était au début de la télévision. La communauté franco-américaine à l'époque était tricotée serrée. Elle avait ses stations de radio et de télévision et son journal hebdomadaire. Le français était parlé à la maison, pas toujours, mais souvent. Mais la télévision américaine, qui a homogénéisé la culture, a complètement éliminé la réalité francophone en Nouvelle-Angleterre. Et j'ai mis 20 ans à retrouver à Montréal l'identité hybride que j'avais perdue. J'étais à 18 ans un Américain qui parlait peut-être trois mots de français et je me trouve beaucoup plus riche aujourd'hui du fait d'avoir recouvré mon identité hybride.

Nouri Lajmi, professeur à l'Institut de presse et des sciences de l'information, Université La Manouba, Tunisie

Je suis content de pouvoir apporter mon témoignage parce que je suis la fois Tunisien et Canadien. J'ai donc aussi une double appartenance et, Dieu merci, je me sens bien dans les deux camps. Je suis aussi journaliste et enseignant de journalisme. J'ai vécu au Québec une dizaine d'années, je suis rentré en Tunisie et j'ai beaucoup fait le va-et-vient entre les deux pays, ce qui me donne une position assez confortable d'observateur.

Je connais beaucoup de gens dans la communauté maghrébine notamment. Je connais un peu leurs habitudes de fréquentation médiatique. Je préfère employer le mot « fréquentation » au mot « attachement », qu'on trouve souvent dans le rapport, parce qu'on ne peut pas mesurer le degré d'attachement par le nombre de visites de médias et le nombre d'heures passées à lire les journaux et à regarder la télévision ethnique. « Ethnique », voilà un autre mot sur lequel j'ai des réserves. Comme disait feu l'écrivain haïtien Émile Ollivier : « Ici à Montréal, je suis un auteur ethnique. Pourquoi, à Paris, Milan Kundera ne suis-je pas considéré comme un auteur ethnique ? » Ce sont donc des usages de termes un peu impropres qui ne facilitent pas le travail des chercheurs.

Dans le cadre de cette intervention, j'axerai mon discours sur deux parties essentielles : d'abord, les médias ethniques et les médias canadiens et locaux ; puis, l'attachement aux médias des pays d'origine et, bien sûr, aux médias arabes.

Je passerai très brièvement sur la première partie. Ce que j'ai constaté depuis de longues années, c'est que les médias ethniques, et surtout ceux des communautés maghrébines, sont en train de se disqualifier pour parler des problèmes et des thématiques qui touchent les communautés culturelles maghrébines. Ils manquent de ressources, ils manquent de journalistes professionnels et ils manquent d'appui, sauf certains qui ont un financement qui vient du gouvernement du pays d'origine et dont le discours est souvent orienté. Donc, l'attachement aux médias ethniques me semble très aléatoire, très superficiel.

L'attachement aux médias canadiens est surtout de type utilitaire. On regarde la météo, les infos de 22 heures et c'est à peu près tout. Pour le reste, les émissions tiennent trop souvent un discours qui ne passe pas au sein des familles d'origine maghrébine, arabe, musulmane en l'occurrence. Aussi, dans les médias canadiens, il y a une sous-représentation très nette qui a été révélée par plusieurs études. Le Conseil des relations interculturelles a mis l'accent sur ce problème dans un rapport de 2009. Et lorsqu'il y a représentation, elle est souvent mal faite. C'est pour cela que beaucoup de gens qui ont été sondés lors de ce rapport disent qu'ils sont mal représentés.

J'en arrive à la deuxième partie de mon intervention : l'attachement aux médias des pays d'origine et aux médias arabes de façon générale. Je passe très rapidement sur l'essor des nouvelles technologies et ce qu'il a permis. Moi, j'ai vécu dans les années 1990 à Montréal alors qu'il n'y avait pas l'Internet avec sa force d'aujourd'hui, il n'y avait pas les réseaux sociaux, il n'y avait pas les chaînes satellitaires, et on se sentait coupés. Pour lire un journal tunisien, disons un quotidien, il venait tous les trois jours. Donc, lire un quotidien trois jours après sa date de parution, ce n'est pas très pratique. Maintenant, avec Internet, les choses ont beaucoup changé. Que ce soit en simultané avec Skype ou que ce soit par les réseaux sociaux comme Facebook ou Messenger, les gens peuvent communiquer.

Toutes les radios sont sur Internet. Ma femme, par exemple, écoute la radio tunisienne tous les jours. Il y a aussi les chaînes satellitaires qui sont captées ici, aussi bien grâce au permis du CRTC ou sans le permis du CRTC avec les antennes paraboliques. En 2003, le CRTC imposait tant de conditions pour la distribution d'*Al-Jazeera* en langue arabe que personne n'a voulu en fin de compte la distribuer. Il demandait aux câblodistributeurs de contrôler le contenu de ce qui était diffusé et ça a bloqué tout le monde. Personne n'a jamais voulu le distribuer. Mais ça n'a pas empêché les gens de le capter avec les antennes paraboliques et maintenant avec l'Internet.

Il y a peu de temps, la diffusion de la chaîne *Al-Jazeera* en langue anglaise a été autorisée par le CRTC. Mais, les Canadiens, notamment les Canadiens francophones semblent assez peu réceptifs, voire méfiants face à un discours journalistique et culturel qui perturbe le schéma de réception habituellement en cours en Occident. On constate qu'ils ont des réticences à accepter cette forme d'hybridation culturelle qui nécessite de leur part une ouverture sur l'autre et sur sa culture.

En ce sens, on a l'impression que nombre de Canadiens francophones continuent à garder une sorte de distance vis-à-vis d'autres cultures au nom d'une certaine « citoyenneté ». Cette attitude exprime ni plus ni moins qu'un repli identitaire face à « l'autre », perçu comme une menace. Cette attitude est, sans doute, en train de bloquer ce métissage culturel fécond et indispensable pour l'intégration de tous dans un projet social et culturel commun. Car, comme le rappelle si bien l'écrivain québécois d'origine haïtienne Emile Ollivier, « il y a quelque chose qui se construit » de la rencontre de ces différentes cultures. Mais, peut-être, qu'avec la réception de chaînes d'inspiration arabe mais qui sont dans une langue plus accessible que l'arabe pour les Canadiens, les mentalités changeront progressivement.

Les nouvelles technologies ont donc permis l'accès à une offre abondante d'information et, bien sûr, les Maghrébins fréquentent les médias de leur pays d'origine, mais ils fréquentent aussi assidûment des chaînes comme *Al-Jazeera*, des chaînes qui sont en arabe et qui parlent de problématiques qui les intéressent comme la cause des Palestiniens, la guerre en Iraq et la guerre en Afghanistan, des événements dont ils ne trouvent pas beaucoup la trace dans les médias communautaires ou canadiens, sinon d'une manière très réduite qui ne peut pas vraiment répondre à leurs attentes. Bien sûr que nous aimons retrouver les thématiques qui nous tiennent à cœur, les choses qui nous ont accompagnés durant toute notre vie.

Je reviens au Canada après une dizaine d'années et je me dis maintenant, il fait bon vivre au Canada. On peut avoir accès à toutes les informations. Avant, en tant que journaliste, je me sentais très frustré parce que je n'avais rien sur le Moyen-Orient, sur l'Afrique, etc. On n'en parlait pas, sauf à l'occasion des grandes catastrophes comme celle du Rwanda en 1995.

Avant de conclure, j'aimerais citer l'écrivain Émile Ollivier, qui disait dans une interview avant sa mort en 2003 : « Au Québec, nous sommes passés par différentes étapes. Il y a eu les années 1960 dont le credo était « vivez en bons Canadiens français ». Puis on a fait l'éloge de la différence pendant que je marquais mon penchant pour la différenciation. Maintenant nous sommes à l'époque de la citoyenneté. Dans cette citoyenneté abstraite, on perd son âme et son être. Il n'est pas évident de naviguer parmi tous ces courants et de rester maître de soi. Il faut tenter de développer ses façons de penser, ses modes d'être afin d'être dans le jeu et hors du jeu auquel s'escriment les penseurs. »

Parlant de l'intégration des populations immigrantes dans leur société d'accueil, Tariq Ramadan, un universitaire suisse d'origine égyptienne, souligne que « le sentiment d'appartenance aux sociétés occidentales et européennes ne naîtra pas de discours incantatoires et idéalistes. Au-delà de toutes les modalités de "l'intégration", le sentiment d'appartenance convoque des dimensions psychologiques très profondes et parfois complexes. Il se nourrit de divers éléments : l'atmosphère, les discours politiques, intellectuels et populaires, l'imagerie médiatique, les représentations dans le quotidien, la relation aux voisins, le sentiment d'être reconnu comme une richesse ou, au moins, d'avoir

« une valeur » dans le regard de l'autre. » (Tariq Ramadan, *Mon intime conviction*, Presses du Chatelet, 2009, p 99)

Jean-Ernest Pierre, propriétaire et animateur à la radio haïtienne CPAM, Radio Union

Je suis directeur de CPAM. J'ai fondé cette radio en 2002 pour répondre à une problématique de la communauté haïtienne. Il y avait des problèmes de communication à l'intérieur de la communauté haïtienne, qui vivait d'émissions généralement de fin de semaine sur les radios communautaires. Il y avait énormément d'informations qu'on devait diffuser à l'intérieur de la communauté et nous n'avions pas de véhicule. Moi-même, j'ai animé une émission dans une radio de la Rive Sud, CHAA, à Longueuil. C'était une émission de trois ou quatre heures le dimanche matin. Il y avait d'autres émissions sur Radio Centre-Ville. Et depuis 1986, avec le départ de Duvalier, on parle d'Haïti dans les médias au point où un idéaliste que je connais a trouvé une formule de communication par téléphone. Pour obtenir des informations sur Haïti, on devait appeler un numéro, etc. Ça n'a pas marché longtemps. Quelqu'un d'autre avant moi a tenté de créer une radio sur ondes porteuses qu'on pouvait capter si on avait un appareil dédié à cette radio et ça n'a pas duré longtemps.

J'étais président du conseil d'administration de CHAA Longueuil entre 1995 et 1997. CHAA était une radio à 90 % francophone, à laquelle s'ajoutaient quelques émissions en créole et en mandarin. Nous avons commandé un sondage parmi le milieu francophone de la Rive Sud. Mon émission s'est classée deuxième, ce que je pouvais comprendre, mais que la troisième émission la plus populaire sur toute une grille d'émissions soit l'émission en langue mandarine, ça je ne l'ai pas compris du tout. Alors, j'ai demandé à mon conseil de faire en sorte que les Chinois, même s'ils parlaient leur langue, fassent une petite traduction pour que le public francophone puisse les suivre. Il y avait certainement un intérêt puisque le public francophone les écoutait même en chinois. Mon conseil d'administration a refusé, disant qu'il fallait laisser les Chinois dans leurs chinoiseries.

Bref, je ne sais pas trop pourquoi on a déduit que les communautés culturelles font le choix délibérément d'aller vers les anglophones, de lire les journaux anglophones, d'écouter les médias anglophones. Je pense personnellement que les francophones ont un sentiment ambivalent envers les nouveaux arrivants. Ils disent qu'ils ne veulent pas s'intégrer à la majorité francophone, mais ils ne leur donnent pas non plus la chance de s'intégrer. Quand vous regardez la composition des médias, c'est-à-dire le personnel des médias, on ne peut pas dire que les communautés soient très bien représentées. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai décidé, quand j'en ai eu l'occasion, de demander au CRTC la permission de créer une radio ethnique, mais de langue française.

Malgré tout, dans les médias, on me qualifie de radio communautaire. Il y a quand même une différence entre une radio ethnique et une radio communautaire. Il y a toujours une connotation péjorative quand on parle d'une radio communautaire. C'est peut-être ce que veut dire M. Lajmi en parlant de médias non professionnels. Chez nous, à CPAM, nous avons pu bénéficier de l'expérience de journalistes professionnels venus d'Haïti et nous en avons beaucoup. Nous n'avons peut-être pas les moyens de leur offrir des salaires décents, mais ce sont des professionnels d'expérience, qui font un travail vraiment professionnel. Et notre programmation est axée sur les besoins des communautés culturelles d'ici, qui sont les mêmes que les vôtres. C'est-à-dire que lorsque nous sortons le matin, nous voulons savoir s'il y a des

bouchons de circulation. C'est une information que nous offrons et que nous présentons aussi bien que Radio-Canada.

L'information internationale se trouve également sur CPAM, avec un accent mis sur les pays des publics que nous servons, soit essentiellement les Haïtiens, les Africains francophones et les Latino-américains. C'est le permis que nous détenons du CRTC et notre objectif, c'est d'essayer toujours de faire en sorte que ces gens-là s'adaptent à la culture francophone et s'adaptent à la réalité du milieu en leur parlant en français.

Nous avons l'obligation de présenter une programmation en français à 90% et c'est nous-mêmes qui l'avons demandée au CRTC parce que nous avons vécu et nous avons vu les résultats d'environ 30 ans de radio communautaire s'exprimant en créole. Pour moi, cette communauté haïtienne n'a pas fait de progrès. Elle vit des difficultés extrêmes au niveau de son intégration et au niveau de l'économie. C'est une communauté qui est toujours en arrière par rapport à d'autres communautés culturelles qui sont de date plus récente au Québec et qui arrivent quand même à prendre un certain essor dans la société québécoise.

J'ai dû faire face à toutes sortes de difficultés parce que nous, Haïtiens, avons aussi une double culture. Les Haïtiens sont de culture africaine et de culture française. Et puisqu'ils ont voulu rejeter le joug colonial, ils ont créé de toute pièce cette langue créole. C'est une langue qui a vécu des années et des années sans avoir une écriture. C'est une tradition orale qui a supporté le créole jusqu'à il y a 30 ans. Alors, c'est intéressant de me dire de faire une radio en créole pour des Haïtiens, mais je me demande où est l'avenir de cette radio-là. Et cela m'amène à parler de l'avenir.

Pour moi, l'avenir, c'est malheureusement la balkanisation de plus en plus grande de la radio. Depuis l'expérience de CPAM, qui est une radio de ville diffusant à une puissance de 1 000 watts uniquement dans la région de Montréal, les Arabes, les Juifs, les Grecs – et j'en passe – ont créé une radio sur le même modèle. Puisqu'ils n'ont pas leur place dans les grands médias nationaux, ils sont obligés de se tourner vers des moyens de rechange pour présenter une programmation qui répond aux besoins de leur communauté.

Alain Saulnier, directeur de l'information des services français de Radio-Canada

Nous parlons de médias ethniques, locaux, nationaux et transnationaux, mais je voudrais d'abord attirer votre attention sur un fait : la télévision généraliste reste dominante au Québec ; 75% des gens s'informent encore principalement par le truchement de la télévision. Je le dis pour rétablir le poids relatif des médias dont nous discutons.

Les 10 émissions les plus écoutées au Québec sont des productions québécoises. Ailleurs au Canada, les 10 émissions les plus écoutées sont des productions américaines. Cela veut dire qu'ici au Québec, nous sommes dans un milieu privilégié à cet égard. Le défi pour nous, c'est de faire en sorte que nous accompagnons l'ensemble des communautés culturelles dans ce projet de former une société cohérente et rassembleuse.

L'étude me laisse perplexe à certains égards. Premièrement, je ne suis pas convaincu que les résultats auraient été les mêmes si on avait sondé les communautés originaires des pays du Commonwealth, par exemple. Nous avons une relation particulière avec Haïti, les pays du Maghreb et, bien sûr, la communauté italienne, qui a été l'une des premières à s'établir chez

nous. Cela coïncide aussi avec certaines décisions qui ont été prises au Québec. Je pense entre autres à la Loi 101 et à l'entente Cullen-Couture de 1978, qui a finalement donné à la province de Québec de réels pouvoirs dans la sélection de ses immigrants.

Les résultats de l'étude sont un peu le reflet de la politique d'immigration suivie au Québec ces dernières années. Il n'y a aucun doute qu'on trouve aujourd'hui au Québec davantage de médias reliés à la communauté maghrébine qu'il y a 15 ans. On retrouve aussi davantage de médias dits « ethniques » - je n'aime pas beaucoup le terme non plus -, qui utilisent le français comme langue de communication. L'autre aspect qui est phénoménal et qu'on n'aurait pas pu imaginer il y a moins de cinq ans, c'est celui des médias ethniques qui se déploient sur le Web. L'existence de ces médias traduit certainement un besoin de solidarité et de cohésion au sein de ces communautés.

Pour ce qui touche les médias transnationaux, ils sont une façon de continuer à vivre son pays d'origine malgré l'exil. Ils sont certainement une facette importante du nouveau paysage médiatique. C'est certainement aussi avec le Web un accès à tous les sons et à toutes les images qui fait en sorte qu'on peut effectivement continuer à rester là-bas tout en étant ici, et inversement. C'est un beau défi qui est lancé à la cohésion, à la mixité et à la cohabitation des cultures au Québec.

Il y a aussi les réseaux sociaux. On parle des médias, mais il y a aussi de nouvelles formes de communication qui ajoutent à ce qu'on peut appeler le nouvel univers médiatique. Il est difficile d'évaluer à quel point les réseaux sociaux viendront modifier la donne en matière d'information ou de désinformation, c'est selon. Ils auront certainement un rôle à jouer dans les relations des citoyens de toutes les communautés.

Et puis, il y a nous, les médias nationaux, parmi lesquels vous me permettrez de distinguer le service public qu'est Radio-Canada. Nous de Radio-Canada disons toujours que notre service est un instrument de démocratie et de culture. L'un des plus grands rôles de Radio-Canada du point de vue de notre relation avec les communautés, c'est notamment et directement la place que nous accordons à l'information internationale sur toutes nos plateformes. C'est unique dans tous les médias confondus d'offrir autant d'informations internationales. Cela explique sans doute le grand auditoire issu des communautés culturelles qui est à l'écoute de nos antennes, y compris à la première chaîne radio. Nos statistiques d'écoute le confirment très nettement à la radio. Radio-Canada est également le seul réseau à offrir de l'information internationale à l'heure de grande écoute à la télévision avec l'émission intitulée *Une heure sur terre*. Sans doute, ce travail permet-il le rapprochement entre les communautés qui sont ici et ce qui se passe à l'étranger.

Mais Radio-Canada doit aussi couvrir ici « le pays réel », comme je l'appelle. Et là, je relève deux défis majeurs. Le premier, c'est de recruter des journalistes issus des communautés dites « ethniques ». Nous en avons quelques-uns, mais c'est nettement insuffisant, je le concède. C'est insuffisant en regard de ce qu'il faudrait pour refléter le pays réel et ce devrait normalement être au cœur du mandat d'une société comme Radio-Canada de le faire. L'autre défi, c'est de nous assurer que dans nos émissions, dans nos reportages, nous reflétons le pays réel – par les invités, par les angles de traitement et par la connaissance intime de la vie quotidienne des communautés qui nous entourent. Il y a plus que la visite du reporter qui explore en touriste un quartier comme Parc Extension. Il y a l'obligation d'être au fait de l'immense activité culturelle de chacune de ces communautés, de leur vitalité économique, de leurs débats.

C'est alors à mon point de vue que les médias nationaux s'affirmeront comme un véritable repère. C'est fondamental de jouer ce rôle de repère parce que c'est aussi vrai pour les gens de souche que pour les gens qui sont venus ici d'ailleurs. Il faut que nous retrouvions ensemble ces repères communs pour pouvoir bâtir une société qui soit à l'image de ce que nous souhaitons établir ensemble.